



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

*Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana*

BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR

DIRECTION CHARGÉE DES RELATIONS INTERNATIONALES

# Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar

**INSTAT** INSTITUT  
NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

**Février 2010**

*C*ette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

*Cette équipe a été dirigée par :*

*M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT*

*M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques*

*Les analystes :*

*M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Ingénieur Statisticien*

*M. RAJAobelina Jimmy, Ingénieur Statisticien*

*M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien*

*M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Ingénieur des Mines*

*M. RAKOTONANAHARY Onjaniaina, Economiste*

*Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction chargée des Relations*

*Internationales de la Banque Centrale :*

*M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur*

*Mme LIVA, Chef de Service Enquêtes Statistiques*

*M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service Relations Extérieures*

*M. BELALAHY Aubin Aurore, Chef de Service Balance de Paiements*

*Mme RABESON Valérie, Economiste*

## **SOMMAIRE**

SOMMAIRE .....	3
Liste des graphiques .....	4
Liste des tableaux .....	4
Résumé .....	6
Introduction .....	8
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	9
1-1. Stocks des investissements directs étrangers .....	9
1-1-1. Evolution globale du stock d'IDE .....	9
1-1-2. Evolution du stock d'IDE par branche d'activité .....	11
1-1-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE .....	13
1-2. Flux des investissements directs étrangers.....	19
1-2-1. Evolution des flux d'IDE.....	19
1-2-2. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité .....	20
1-2-3. L'origine des flux d'IDE en 2009.....	22
1-2-4. Les dividendes payés en 2009.....	23
1-2-5. Création d'entreprises d'investissements directs étrangers .....	24
1.3. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers .....	26
Chapitre II : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers .....	28
2.1. Répartition des entreprises à capitaux étrangers .....	28
2.2. Volume de la production industrielle .....	29
2.2.1. Volume de la production industrielle par division .....	29
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse.....	31
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI) .....	32
2.3.1. L'Indice de production industrielle par division .....	32
2.3.2. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse.....	34
2.4. Les coûts de production des entreprises .....	36
CONCLUSION .....	38
ANNEXES.....	39
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête .....	39
I. Objectifs de l'enquête.....	39

II. Concepts et définitions .....	39
III. Couverture de l'enquête.....	45
IV. Champ de l'enquête .....	45
V. Unité Statistique .....	46
VI. Couverture Géographique .....	46
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	47
Annexe 3 : Tableaux sur les investissements directs étrangers.....	49
I. Les stocks d'IDE .....	49
II. Les flux d'IDE .....	50

### **Liste des graphiques**

Figure 1. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009 .....	9
Figure 2. Evolution du stock d'IDE par type d'entreprise de 2007 à 2009.....	10
Figure 3. Evolution des flux d'IDE de 2002 à 2009.....	20

### **Liste des tableaux**

Tableau 1. Evolution du stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2009.....	11
Tableau 2. Répartition du stock d'IDE par pays de résidence des investisseurs.....	14
Tableau 3. Situation du stock d'IDE de la France en 2009.....	15
Tableau 4. Situation du stock d'IDE de l'Ile Maurice en 2009.....	17
Tableau 5. Situation du stock d'IDE de l'Italie en 2009.....	18
Tableau 6. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2009 .....	18
Tableau 7. Evolution des flux d'IDE par branche .....	21
Tableau 8. Répartition du flux d'IDE selon le pays d'origine, .....	22
Tableau 9 : Dividendes payés aux actionnaires non résidents en 2009 par branche (millions d'Ariary).....	23
Tableau 10 : Dividendes payés en 2009 par pays de résidence des actionnaires (millions d'Ariary).....	23
Tableau 11. Evolution de la création des entreprises d'IDE, de 2005 à 2009 .....	24
Tableau 12. Caractéristique des entreprises d'IDE créées en 2009.....	25

Tableau 13 : Evolution des emplois générés par les entreprises à investissement étranger de 2004 à 2009.....	26
Tableau 14 : Répartition de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2008 et 2009. ....	27
Tableau 15. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2009.....	28
Tableau 16. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards Ariary)....	29
Tableau 17. Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2009.....	30
Tableau 18. Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1er semestre 2009.....	31
Tableau 19. Evolution semestrielle de l'indice de production industrielle (IPI) par division.....	33
Tableau 20. Evolution semestrielle de l'Indice de production industrielle (IPI) par nomenclature de synthèse.....	35
Tableau 21. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité.....	36
Tableau 22. Structure des coûts de production des entreprises.....	37
Tableau 23 : Evolution du stock des IDE 2000-2009 (milliards d'Ariary).....	49
Tableau 24 : La structure du poste « autres transactions » du stock d'IDE de 2005 à 2009 (%).....	49
Tableau 25 : Répartition du stock d'IDE de 2009 selon la branche et le type d'entreprise (%).....	49
Tableau 26 : Evolution du flux des IDE 2002-2009 (milliards d'Ariary).....	50
Tableau 27 : La structure du poste « autres transactions » du flux d'IDE de 2002 à 2009. ....	50

## Résumé

***L'année 2009 a été marquée par un recul des investissements directs étrangers.***

Les premières estimations faites pour cette année démontrent effectivement qu'après les fortes augmentations des 3 années précédentes, le flux d'IDE a enregistré en 2009 une baisse de l'ordre de 47% par rapport à celui de 2008. Le niveau du flux a été estimé à 1 061 milliards d'Ariary, l'équivalent de 542 millions de dollars américains.

Cette baisse concerne toutes les formes de capitaux d'IDE reçus par le secteur productif.

Le flux de capitaux sous forme de « autres transactions » - qui représente plus de 90% des mouvements depuis 2007 - a connu une baisse de 44% en 2009. Parallèlement, le bénéfice réinvesti a chuté de 139%, et les apports en capital ont régressé de 76%.

Une analyse sectorielle confirme en outre que cette morosité en matière d'IDE a touché presque l'ensemble des secteurs d'activités.

La régression des flux d'IDE se retrouve dans la branche la plus importante : « Activités extractives » dont la baisse s'est enregistrée à -46%. Les autres secteurs ont montré la même tendance, soit une baisse globale de l'ordre de 50% des flux d'IDE.

***La présence étrangère dans l'économie du pays est restée stable malgré tout.***

Malgré le fléchissement du flux d'IDE, la présence étrangère dans notre économie est assez stable depuis ces 3 dernières années.

Les activités continuent du côté des principaux investisseurs dans le domaine « activités extractives ». Les investisseurs qui viennent essentiellement du Royaume-Uni, du Canada, du Japon et de la Corée du Sud restent en tête position en termes d'IDE à Madagascar. Leur poids dans l'ensemble des flux reçus, en 2009, reste supérieur à 80%.

Après ces 4 pays, l'on retrouve les Etats-Unis d'Amérique. Les flux d'IDE en leur provenance sont passés de 2,0% à 6,8% entre 2008 et 2009.

Par ailleurs, la France et l'Ile Maurice, de par la diversification de leurs activités, confirment leur présence dans notre économie.

La présence française se traduit avec 158 entreprises à participations d'investisseurs directs français. Les investisseurs français sont surtout présents au niveau de 5 branches d'activité à savoir : les « Activités financières » (27,2% du stock d'IDE français), la « Construction et BTP » (20,2%), la « Télécommunication » (14,3%), la « distribution de produits pétroliers » (12,3%) et des « Activités de fabrication » (8,3%).

Quant aux investissements mauriciens chez nous, 3 branches sortent du lot dans l'ensemble. Il s'agit des « Activités financières » (37,1%), de la « Distribution de produits pétroliers » (27,4%) et des « Activités de fabrication » (13,6%).

***Un repli de l'activité des industries à capitaux étrangers a été observé au cours de l'année 2009***

Le niveau de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers a reculé de 14,1% au cours de l'année 2009 par rapport à l'année 2008. Les produits d'industries agricoles et

alimentaires ont diminué de 15,5%, Les biens intermédiaires de 19%, et les biens de consommation de 12,3%.

Seules les industries extractives font exception. Par rapport à l'année précédente, le niveau de la production y a progressé de 10,4%.

Le resserrement de la demande de certains produits tant sur le plan international que national explique essentiellement l'évolution négative observée au niveau de la majorité des sous-secteurs. L'année 2009 étant marquée par deux réalités à savoir : la crise financière internationale et la crise sociopolitique à Madagascar.

## **Introduction**

L'étude sur les IDE à Madagascar est entreprise périodiquement pour fournir les statistiques de la balance de paiements. Les résultats contribuent de ce fait à la définition de la politique économique et monétaire.

Les précédentes parutions ont mis en exergue l'essor des IDE à Madagascar. Un essor attribuable à la politique d'ouverture prônée par le Gouvernement et à la mise en place de projets de grande envergure dans le secteur minier. Parallèlement, l'adhésion de Madagascar à des accords de partenariat économique a encouragé les entreprises manufacturières à vocation exportatrice. Les flux d'IDE sont passés à plus de 10% du PIB depuis 2007, si auparavant, ils ne dépassaient pas les 2%.

Vers la fin de l'année 2008, cette évolution s'est trouvée quelque peu cassée à cause d'une baisse de la production.

Aujourd'hui qu'en est-il ?

Suite à la crise locale de 2009, il est d'autant plus opportun de se pencher, tout d'abord, sur le comportement des investisseurs étrangers et, ensuite, sur l'impact probable de la crise sociopolitique sur la production des entreprises manufacturières.

L'étude s'articulera ainsi autour de deux volets :

- Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2008 et provisoires pour 2009). Il sera question en premier lieu de la présence étrangère au niveau de l'économie à travers les analyses du stock. Cet examen du stock d'IDE à Madagascar permettra d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs. En deuxième lieu, nous serons renseignés sur l'évolution du flux d'IDE.

- Le second volet traitera de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers. Il fera état de l'évolution de la production durant le premier semestre de l'année 2009, ainsi que celle du coût unitaire par main d'œuvre.

Les analyses contenues dans ce rapport sont basées sur des données recueillies directement auprès des entreprises à capitaux étrangers, grâce à une enquête menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar, enquête réalisée au cours de la période : Septembre à Décembre 2009. Toutefois, dans les cas de non réponses, afin de pallier à l'absence d'information, les données sur les paiements internationaux - dont dispose la Banque Centrale via le circuit bancaire - ont été utilisées.

## Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

Dans un contexte de crise financière mondiale conjuguée avec une crise sociopolitique locale, la question qui se pose d'emblée est : comment y évolue l'économie du pays ?

Le secteur des IDE est parmi les indicateurs les plus pertinents compte tenu de son importance en termes de financement mais également en termes d'emplois.

Cette première partie abordera la question sur l'évolution des IDE à Madagascar durant ces dernières années : en premier lieu la situation du stock des IDE en 2008 et en 2009, ensuite, les premières estimations sur le niveau des flux d'IDE reçus par le pays au cours de 2009.

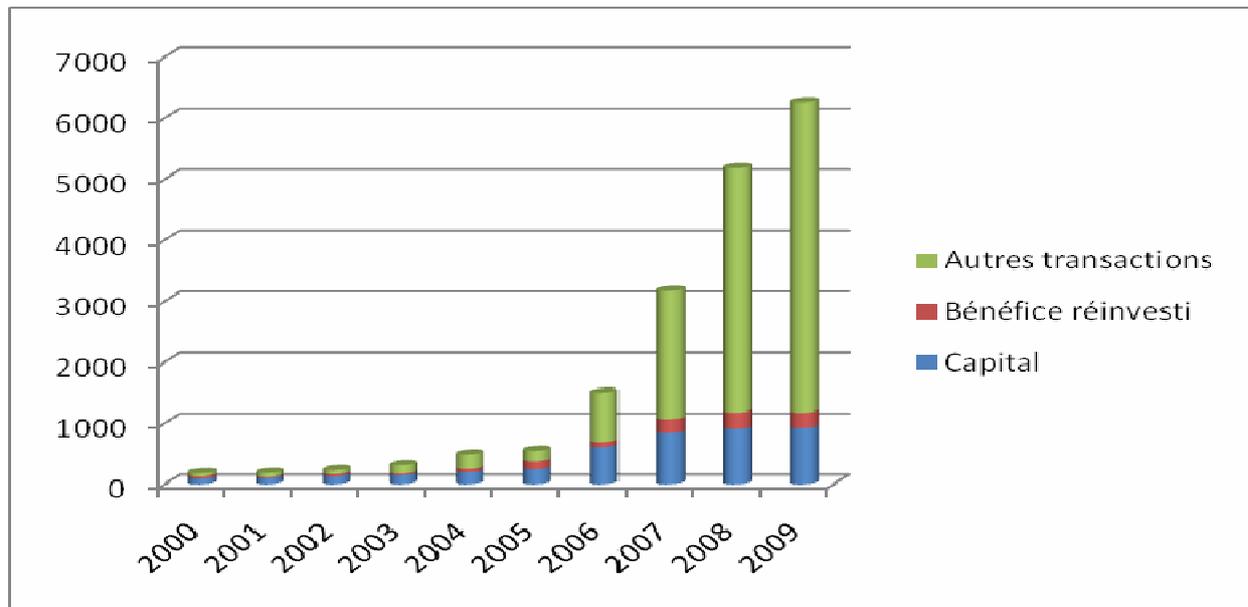
### 1-1. Stocks des investissements directs étrangers

#### 1-1-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'accroissement enregistré depuis l'année 2006 a connu un fléchissement en 2009. La croissance en valeur du stock d'IDE n'a été que de 20% en 2009, si en 2008 ce taux était de 63%. Ainsi, la valeur du stock des IDE est estimée à 6 245 milliards d'Ariary, soit 3,2 milliards de dollars américain à la fin de l'année 2009.

Figure 1. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009

Unité : milliards d'Ariary



Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

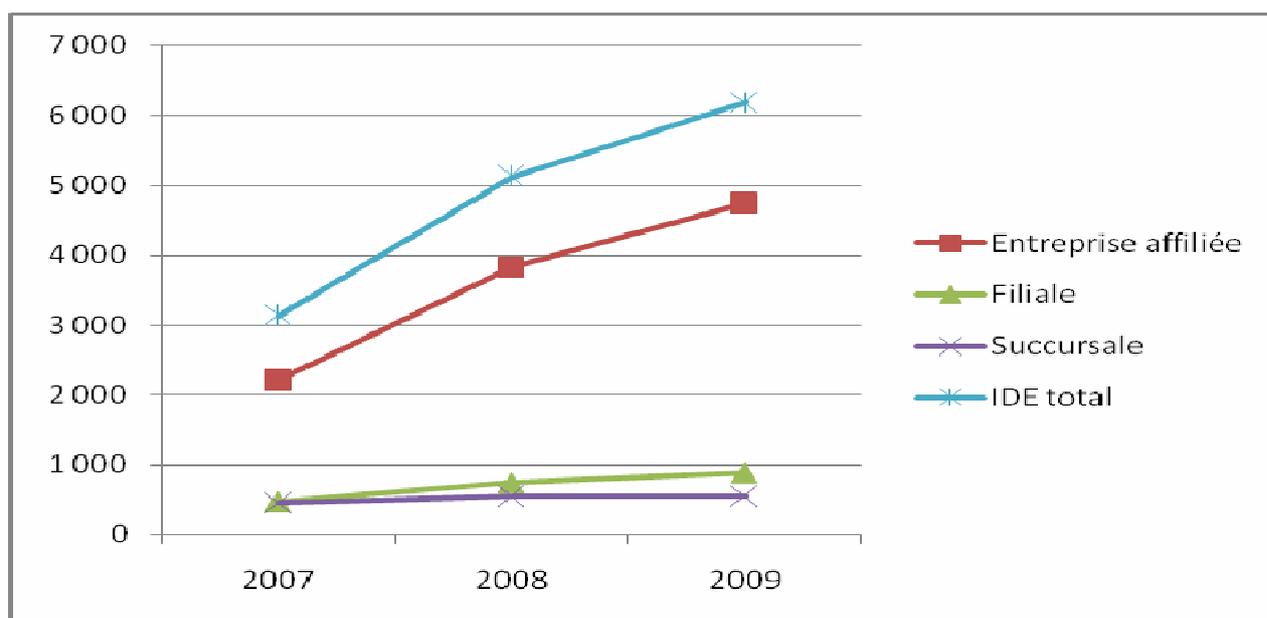
Cette évolution vient, tout d'abord, du ralentissement des financements dans le poste « autres transactions ». Le taux de croissance en valeur de ce poste n'est que de 26% en 2009 contre 90% en 2008. Ensuite, le « capital social » n'a augmenté que de 2% en 2009 contre 8% en 2008. Enfin, le poste « bénéfice réinvesti » a chuté de 7% en 2009, si en 2008 il a progressé de 21%.

Ces chiffres montrent un fléchissement des IDE en 2009, causé en premier lieu par la régression des investissements reçus par QMM, le projet ayant entamé sa phase d'exploitation.

Ensuite, la nette diminution du taux d'accroissement du poste « capital social » traduit plus ou moins la crainte des investisseurs à réaliser de nouveaux projets, compte tenu de la conjoncture mondiale et de la crise politique à Madagascar. Et la chute enregistré au niveau du poste « bénéfice réinvesti » peut emmener à conclure une régression des activités des entreprises d'IDE en 2008 et/ou une augmentation conséquente de paiement de dividende en 2009.

**Figure 2. Evolution du stock d'IDE par type d'entreprise de 2007 à 2009**

Unité : milliards d'Ariary



Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

L'analyse du stock par type d'entreprise d'IDE confirme les analyses précédentes. La baisse du rythme de l'évolution du stock est généralisée. Les entreprises affiliées<sup>1</sup> n'ont connu qu'une hausse de 24% de leur stock d'IDE en 2009 contre 73% en 2008. Les entreprises de type filiales<sup>2</sup>, quant à elles, n'ont enregistré qu'une hausse de 19% en 2009 contre 45% en

<sup>1</sup> Entreprises affiliées : le principal investisseur étranger détient entre 10% à 50% du capital de l'entreprise

<sup>2</sup> Filiales : le principal investisseur non résident détient plus de 50% du capital de l'entreprise

2008. Et les succursales<sup>3</sup> ont connu une baisse de leurs stocks d'IDE de 1% en 2009 contre une hausse de 21% en 2008.

Il faut noter que l'évolution globale des IDE est sensiblement liée à celle des entreprises affiliées compte tenu de leur poids dans le stock d'IDE (76% en 2009). Ainsi, le dynamisme du secteur des IDE est l'œuvre surtout des grands projets exploités sous forme de joint venture à Madagascar.

### 1-1-2. Evolution du stock d'IDE par branche d'activité

Les investissements massifs dans les deux plus grands projets miniers restent le principal moteur des IDE entrants. De plus, avec les investissements dans l'exploration pétrolière, le secteur des « activités extractives » resterait probablement encore dans les prochaines années le secteur où la présence étrangère serait la plus forte.

Tableau 1. Evolution du stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2009

Unité : milliards d'Ariary

Branches	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	31,2
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,0	51,1	17,0	22,5	17,1
Activités de fabrication	111,3	120,0	143,7	176,9	247,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,2
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	308,0
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	62,1	107,2	120,2
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	207,8
Transports et auxiliaires de transport	9,4	13,5	8,4	11,2	9,5
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	245,5
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	33,7
Distribution de produits pétroliers	41,0	69,4	105,5	116,8	117,1
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	301,6
Autres branches	4,9	7,0			
<b>Total sans extractives</b>	<b>483,5</b>	<b>585,1</b>	<b>1 079,5</b>	<b>1 454,2</b>	<b>1 640,2</b>
Activités extractives	47,1	902,8	2 089,0	3 729,9	4 605,4
<b>Total</b>	<b>530,6</b>	<b>1 487,9</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,1</b>	<b>6 245,6</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Le poids des IDE dans le secteur des « activités extractives » s'est encore renforcé durant l'année 2009. Son stock d'IDE représente actuellement 74% de l'ensemble et est évalué à 4 605 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 2,3 milliards de dollars américain.

<sup>3</sup> Succursales : filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte de la maison mère étrangère, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct

Les IDE reçus à travers les 2 projets QMM et Dynatec ont représenté 96% du total reçu par la branche à la fin de l'année 2009.

En termes de dynamisme, l'entrée dans la phase d'exploitation de l'ilménite a entraîné une diminution du taux d'accroissement des capitaux d'IDE en provenance des investisseurs directs : l'accroissement du stock d'IDE reçu par QMM n'a été que de 19% en 2009 contre un taux avoisinant les 137% en 2008.

Par contre, l'évolution du stock d'IDE reçu par Dynatec suit une tendance constante : 31% d'accroissement en 2009 et 32% en 2008.

Il apparaît que malgré la crainte de nombreux spécialistes suite aux évènements politiques que le pays a traversés, les investisseurs n'ont pas abandonné leurs projets et continuent de réaliser les investissements nécessaires à leur exploitation.

Concernant les autres activités, le niveau du stock d'IDE est estimé à 26% de l'ensemble en 2009. Un léger fléchissement de l'accroissement des IDE est également enregistré au niveau de ces secteurs. En effet, le stock d'IDE hors « activités extractives » n'a connu qu'une augmentation de 13% en 2009 contre 35% en 2008.

Les principales branches qui intéressent les investisseurs étrangers à Madagascar, mises à part les « activités extractives », sont dans l'ordre la « Construction et BTP » (4,9% du stock d'IDE), la « Télécommunication » (4,9%), les « Activités de fabrication » (4,0%), les « Activités financières » (3,9%), les « hôtels et restaurants » (3,3%), le « Commerce » (1,9%) et la « Distribution de produits pétroliers » (1,9%).

Par rapport aux 6 secteurs prioritaires définis par l'EDBM, à savoir : le tourisme, l'agrobusiness, l'industrie légère exportatrice, les technologies de l'information et de la communication, l'infrastructure et le secteur minier ; 5 secteurs sont identifiés parmi ceux qui intéressent le plus les investisseurs étrangers en 2009. Les IDE reçus par le secteur de l'agrobusiness ne semblent pas encore assez significatifs.

En termes d'évolution, l'ensemble de ces principales branches a suivi la tendance générale au ralentissement de l'accroissement du stock d'IDE en 2009. Toutefois, 2 branches ont connu une tendance inverse. Les entreprises œuvrant dans la branche des « Activités de fabrication » et des « Hôtels et restaurants » ont enregistré une hausse plus importante des stocks en 2009 par rapport à la situation de 2008. Cette tendance provient de l'évolution des capitaux reçus des investisseurs étrangers, tout d'abord, sous forme de « dettes à court terme » (71% d'accroissement entre 2009 et 2008), ensuite, sous forme d'« apports en compte courant » (18% d'évolution en 2009 et 1% en 2008), et enfin, sous forme de « bénéfices réinvestis » (une augmentation de 42% en 2009 contre une diminution de 54% en 2008). De plus, ces 2 branches ont connu le plus fort taux de croissance des stocks d'IDE en 2009. L'augmentation du stock d'IDE est respectivement de 40% et de 20% pour les branches « Activités de fabrication » et « Hôtels et restaurants ».

Les branches les moins dynamiques ont été celle de la « Distribution de produits pétroliers », avec très faible un accroissement du stock d'IDE de 0,3% en 2009 après une progression de 10,7% en 2008 ; et celle de la « Construction et BTP », avec seulement une augmentation du stock d'IDE de 2,1% en 2009 et de 4,2% en 2008.

Enfin, pour terminer cette analyse sur le stock d'IDE par branches, une analyse de la structure par type de capitaux d'IDE nous permettra d'avoir une idée sur le mode de financement le

plus prisé par les investisseurs directs étrangers. L'analyse se focalisera surtout sur les principales branches.

Pour les investisseurs dans la branche « Activités extractives », le mode de financement habituellement utilisé est l'« apport en compte courant » qui représente les 89% des stocks d'IDE reçus. Il en est de même pour les investisseurs dans la branche « Hôtels et restaurants », dont l'apport en compte courant équivaut à 97% du stock d'IDE.

Au niveau de la branche « Construction et BTP », on constate une forte capitalisation des financements. En effet, le niveau des financements sous forme de « capital social » est égal à 59% du stock d'IDE. L'importance des apports en compte n'est pas en reste pour ces investisseurs : 35% du stock d'IDE.

Quant à la branche « Télécommunication », 2 types de financement sont les plus utilisés par les investisseurs à savoir les « dettes à long et moyen terme » (45% du stock d'IDE) et les « Apports en compte courant » (38%).

Pour les entreprises de la branche « Activités de fabrication », le mode de financement le plus utilisé par les investisseurs est les « dettes à court terme » (61%), le niveau du capital social apporté par ces derniers ne représente que 14% du total des stocks.

Pour les entreprises de la branche « Activités financières », deux types de financement méritent d'être soulignés : les « bénéfices réinvestis » (48% du stock d'IDE) et le « capital social » (39%).

Les investisseurs étrangers dans la branche « Commerce », utilisent eux aussi le financement par les bénéfices réinvestis (34% du stock d'IDE), le capital social (21%), mais aussi les apports en compte courant (27%).

Et enfin, pour les investisseurs dans la branche « Distribution de produits pétroliers », le capital social (53%) suivi des apports en compte courant (19%) et des bénéfices réinvestis (18%) sont les plus importantes sources de financement.

### **1-1-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE**

#### *1-1-3-1. Généralité sur les origines du stock d'IDE*

Depuis l'essor des investissements massifs dans le secteur minier, le stock établi à la fin de l'année 2009 fait ressortir par ordre d'importance, les investisseurs venant du Royaume-Uni, du Canada, du Japon et de la Corée du Sud. Les IDE en provenance de ces pays représentent 74,5% du total du stock à la fin de 2009.

La croissance des IDE reçus de ces investisseurs a également fléchi en 2009. Toutefois, pour les investisseurs du Japon et de la Corée du Sud, le niveau de la croissance des IDE en 2009 est assez proche de celle de 2008.

Outre les grands investisseurs dans le secteur minier, 7 pays affichent un niveau de leur stock d'IDE supérieur à 50 milliards d'Ariary ou 25 millions de dollars américain. Il s'agit de la France (6,1%), de l'Ile Maurice (4,2%), de l'Italie (3,3%), de Bahreïn (2,7%), des Etats-Unis d'Amérique (2,6%), de Bermudes (2,0%) et de la Chine (1,6%), Hong Kong y compris.

Parmi les pays investisseurs, les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie n'ont pas suivi la tendance générale de 2009. En effet, pour les Etats-Unis, la croissance de leurs stocks d'IDE en 2009 n'est pas très loin de la croissance de 2008. Elle est même largement meilleure que l'année dernière pour le cas de l'Italie.

**Tableau 2. Répartition du stock d'IDE par pays de résidence des investisseurs**

Unité : Milliards d'Ariary

<b>Pays</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 121,7
Canada	635,6	1 006,1	1 295,1
Japon	473,2	579,4	701,1
Corée du Sud	306,3	404,6	532,5
France	268,1	343,1	383,5
Maurice, île	188,6	238,3	259,4
Italie	173,8	174,2	204,8
Bahreïn	41,4	163,2	166,9
Etats-Unis	50,7	91,4	163,5
Bermudes	86,4	118,7	127,4
Chine	54,0	56,2	57,8
Hong-Kong	37,0	40,8	41,5
Réunion	26,5	28,9	35,8
Suède	0,0	17,7	31,7
Luxembourg	11,4	16,3	29,7
Suisse	25,5	30,4	27,5
Bangladesh	0,0	25,6	26,0
Afrique du Sud	11,3	12,7	11,8
Pays-Bas	7,3	9,5	11,4
Inde	0,0	4,5	4,4
Autres	19,4	18,0	12,2
<b>Total</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,6</b>	<b>6 245,8</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

L'analyse du stock d'IDE par pays est plus intéressante en mettant de côté la branche « Activités extractives ».

Ainsi, hors « Activités extractives », 6 pays ont apportés plus de 80% du stock d'IDE. Il s'agit de la France (23,4%), de l'Ile Maurice (15,6%), de l'Italie (12,5%), du Japon (10,3%), du Bahreïn (10,2%) et des Etats-Unis d'Amérique (10,0%).

#### *1-1-3-2. Analyse du stock d'IDE des principales origines*

Cette partie de l'analyse portera essentiellement sur la présence des pays investisseurs dans chaque branche d'activité, hors « activités extractives », dans le but de souligner la particularité de chaque investisseur, en tenant compte de leur pays de résidence.

## *Analyse du stock d'IDE de la France*

A la fin de l'année 2009, le stock d'IDE, hors « activités extractives », en provenance de la France est estimé à 383,5 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 196 millions de dollars américain. Compte tenu de l'historique de la relation de Madagascar avec la France, sa présence est la plus diversifiée dans notre économie. On dénombre 158 entreprises ayant des participations d'investisseurs directs français. Il faut noter que la notion d'IDE fait appel à la notion de résidence. Ainsi, les statistiques publiées ici font référence aux personnes physiques ou morales, de nationalité française, non résidentes qui ont investi à Madagascar.

**Tableau 3. Situation du stock d'IDE de la France en 2009**

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Stock 2009			
		Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	2,82	14,08	5,0	3,7	3,2
Pêche, pisciculture et aquaculture	1,87	3,74	2,0	1,0	1,3
Activités de fabrication	1,13	31,77	28,0	8,3	17,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,43	0,86	2,0	0,2	1,3
Construction et BTP	15,51	77,55	5,0	20,2	3,2
Commerce	0,43	16,59	39,0	4,3	24,7
Hôtels et restaurants	0,08	0,90	11,0	0,2	7,0
Transports, auxiliaires de transport	1,28	14,10	11,0	3,7	7,0
Activités financières	10,44	104,36	10,0	27,2	6,3
Immobilier, location et services aux entreprises	0,41	17,59	43,0	4,6	27,2
Distribution de produits pétroliers	47,06	47,06	1,0	12,3	0,6
Télécommunication	54,89	54,89	1,0 <sup>4</sup>	14,3	0,6
<b>Ensemble</b>	<b>2,43</b>	<b>383,50</b>	<b>158</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

La différence de structure, d'une part, selon le stock d'IDE et, d'autre part, selon l'effectif des entreprises, montre la différence de taille en matière de capitaux investis dans chaque projet. En effet, là où on recense beaucoup d'entreprises à capitaux français, le niveau du stock d'IDE est moindre. La branche « Activités de fabrication » est l'exception, elle est la 3<sup>ème</sup> branche en termes d'effectif et 5<sup>ème</sup> en termes de stock d'IDE.

En termes de stock d'IDE, la première branche bénéficiaire des investissements français est celle des « Activités financières », représentant 27,2% du stock d'IDE français. La moyenne du stock d'IDE est estimée à 10 milliards d'Ariary par entreprise. Et cet apport de capitaux représente 42% de l'ensemble du stock reçu par la branche.

La branche « Construction et BTP » vient en seconde position avec 20,2% du stock d'IDE français. La moyenne par entreprise est estimée à 15 milliards d'Ariary. Cette moyenne fait

<sup>4</sup> Effectif sous-évalué compte tenu de la non coopération de certains dirigeants d'entreprise à l'enquête

ressortir l'importance des moyens à mettre en œuvre pour la réalisation d'un projet d'investissement dans ce domaine. Et par rapport à l'ensemble de la branche, ce stock représente 25%.

Ensuite, la branche « Télécommunication » arrive en troisième position avec 14,3% du stock d'IDE français. Par rapport à l'ensemble des acteurs de la branche, ce stock ne représente que 18,2%.

La quatrième position est occupée par la branche « Distribution de produits pétroliers » avec 12,3% du stock d'IDE français. Son poids dans le secteur est de 40,2%, par rapport au stock d'IDE de la branche. Ce qui représente également une importance de la présence française dans cette branche.

Enfin, en 5<sup>ème</sup> position, il y a la branche « Activités de fabrication » avec 8,3% du stock d'IDE français. La moyenne de la contribution financière des investisseurs français, dans cette branche, est de 1,13 milliards d'Ariary. Cette branche ne nécessite donc que peu de capitaux pour fonctionner. Le poids des investissements français dans cette branche est de 12,8% seulement.

### *Analyse du stock d'IDE de l'Ile Maurice*

A la fin de l'année 2009, le stock d'IDE, hors « activités extractives », en provenance de l'Ile Maurice est estimé à 255,3 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 130 millions de dollars américain. Les entreprises à capitaux mauriciens recensées par l'enquête sont au nombre de 86. Leur présence est assez diversifiée, mais 3 branches sortent du lot.

**Tableau 4. Situation du stock d'IDE de l'île Maurice en 2009**

Branche d'activités	Stock 2009				
	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	6,76	13,53	2	5,3	2,3
Pêche, pisciculture et aquaculture	-0,84	-0,84	1	-0,3	1,2
Activités de fabrication	1,74	34,71	20	13,6	23,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,20	0,20	1	0,1	1,2
Construction et BTP	0,21	0,21	1	0,1	1,2
Commerce	0,67	18,90	28	7,4	32,6
Hôtels et restaurants	0,69	2,08	3	0,8	3,5
Transports, auxiliaires de transport	-0,36	-2,18	6	-0,9	7,0
Activités financières	15,77	94,65	6	37,1	7,0
Immobilier, location et services aux entreprises	0,50	5,96	12	2,3	14,0
Distribution de produits pétroliers	23,36	70,07	3	27,4	3,5
Télécommunication	5,99	17,97	3	7,0	3,5
<b>Ensemble</b>	<b>2,97</b>	<b>255,3</b>	<b>86</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

La branche « Activités financières » arrive en première position avec 37,1% du stock d'IDE mauricien à Madagascar. La moyenne du stock d'IDE mauricien dans cette branche s'élève à 15,7 milliards d'Ariary. Et le poids des mauriciens dans cette activité est estimé à 38,6%, en terme de stock d'IDE.

La branche « Distribution de produits pétroliers » vient en seconde position avec 27,4% du stock d'IDE mauricien. La moyenne du stock d'IDE par entreprise est plus importante avec 23,3 milliards d'Ariary. Il faut également noter l'importance des capitaux en provenance des investisseurs mauriciens dans cette branche. En effet, le stock d'IDE mauricien dans la branche représente 59,8% de l'ensemble reçu par la branche.

Vient ensuite la branche « Activités de fabrication » qui représente 13,6% du stock d'IDE mauricien en 2009. Il faut souligner son importance en termes d'effectif d'entreprises. En effet, c'est la deuxième branche qui enregistre le plus grand nombre d'entreprises à capitaux mauriciens, et le poids du stock d'IDE mauricien dans la branche représente 14%.

### *Analyse du stock d'IDE de l'Italie*

A la fin de l'année 2009, le stock d'IDE, hors « activités extractives », en provenance de l'Italie est estimé à 204,8 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 104 millions de dollars américain. L'étude a recensé 16 entreprises à capitaux italiens ont été recensées.

**Tableau 5. Situation du stock d'IDE de l'Italie en 2009**

Branche d'Activités	Moyenne (Millions MGA)	Stock 2009			
		Total (Millions MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	125,5	251,0	2	0,1	12,5
Activités extractives	8,7	8,7	1	0,0	6,3
Activités de fabrication	146,9	440,8	3	0,2	18,8
Commerce	45,6	91,2	2	0,0	12,5
Hôtels et restaurants	67 973,6	203 920,8	3	99,6	18,8
Transports, auxiliaires de transport	-4,5	-4,5	1	0,0	6,3
Immobilier, location et services aux entreprises	25,1	100,5	4	0,0	25,0
<b>Ensemble</b>	<b>13 653,3</b>	<b>204 808,6</b>	<b>16,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Contrairement à la présence française et mauricienne, les investissements italiens sont concentrés au niveau de la branche « Hôtels et restaurants » avec 99,6% du stock d'IDE. Cela montre l'importance de la pénétration des italiens dans le secteur du tourisme à Madagascar. De plus, par rapport à l'ensemble du stock d'IDE reçu par la branche, le poids des Italiens est considérable avec plus de 90% à la fin de 2009. On remarque ici une spécialisation des italiens dans le domaine.

#### *Analyse du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique*

A la fin de l'année 2009, le stock d'IDE, hors « activités extractives », en provenance des Etats-Unis d'Amérique est estimé à 163,4 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 83 millions de dollars américain. On dénombre 11 entreprises à capitaux américains.

**Tableau 6. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2009**

Branche d'Activités	Moyenne (Millions MGA)	Stock 2009			
		Total (Millions MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Activités de fabrication	42 158,7	126 476,0	3	77,4	27,3
Construction et BTP	16 423,9	16 423,9	1	10,0	9,1
Hôtels et restaurants	24,9	24,9	1	0,0	9,1
Activités financières	3 428,2	20 569,2	6	12,6	54,5
<b>Ensemble</b>	<b>14 863,1</b>	<b>163 494,1</b>	<b>11,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Notre relation économique, en termes d'IDE, avec les Etats-Unis d'Amérique est encore assez récente. Les capitaux américains sont surtout dirigés vers la branche « Activités de

fabrication » avec 77,4% de l'ensemble du stock d'IDE américain. De plus, en termes d'effectif, cette branche arrive en seconde position représentant 27% des entreprises à capitaux américains. L'importance de cette branche provient de l'ouverture du marché américain à travers l'AGOA. La moyenne de stock d'IDE reçue par chaque entreprise de la branche est de 42,1 milliards d'Ariary. Par rapport aux moyennes affichées par les investisseurs français et mauriciens au niveau de cette branche, la réalisation des américains est considérable : le poids du stock d'IDE américain représente 51,1% de l'ensemble reçu par la branche.

Enfin, 2 branches affichent un niveau du stock d'IDE assez important. Il s'agit de la branche « Activités financières » (représentant 12,6% du stock d'IDE américain) et de la branche « Construction et BTP » (10,0%).

## 1-2. Flux des investissements directs étrangers

Contrairement au stock d'IDE, qui est mesuré à une date donnée, le flux concerne les réalisations au cours d'une période donnée. L'analyse des flux permet donc de cerner le dynamisme des IDE dans l'économie du pays. Ce paragraphe abordera, ainsi, l'analyse des flux d'IDE entrants en 2008 et en 2009 dans tous les domaines. Il sera question des natures des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

### 1-2-1. Evolution des flux d'IDE

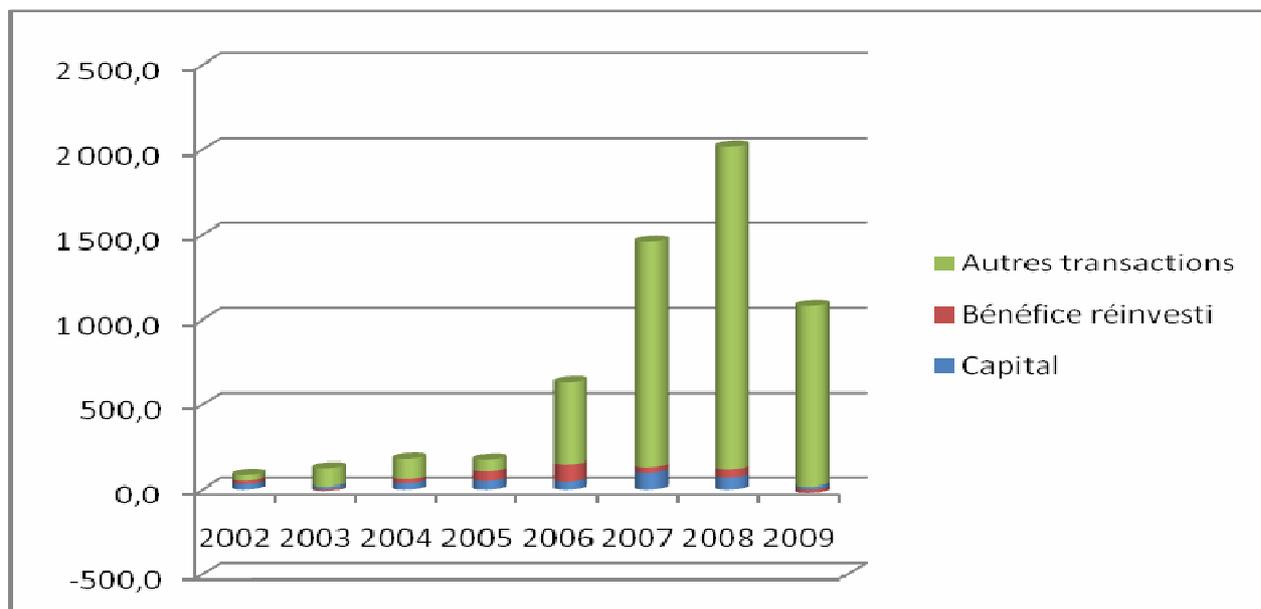
Depuis l'année 2008, l'économie mondiale souffre de l'impact de la crise financière. L'économie de Madagascar n'est pas en reste. D'autant plus que la crise sociopolitique de 2009 est venu s'ajouter à cette crise mondiale. A priori, de nombreux observateurs se sont attendus à un ralentissement des activités économiques en 2009, entre autres le flux d'IDE. De plus, l'entrée dans la phase d'exploitation de QMM annonce une baisse des IDE au titre de ce projet minier.

Les premières estimations faites pour l'année 2009 confirment bien un recul du flux d'IDE durant 2009, soit une baisse de l'ordre de 47% en 2009 après les fortes augmentations de ces 3 dernières années. Le niveau du flux a été donc estimé à 1 061 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 542 millions de dollars américains.

La baisse du flux d'IDE en 2009 se reflète également par la baisse du poids de ce dernier dans le stock d'IDE. Le flux d'IDE n'a représenté que 17% du stock en 2009, alors que dans les années antérieures le flux représentait environ entre 30% à 45% du stock.

**Figure 3. Evolution des flux d'IDE de 2002 à 2009.**

Unité : Milliards d'Ariary



Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Cette baisse a touché toutes les formes de capitaux d'IDE reçus par le secteur productif. Les flux de la rubrique « autres transactions », qui représentent plus de 90% du total depuis 2007, a connu une baisse de 44% en 2009. Il en est de même pour les « bénéfices réinvestis » et les « apports en capital » qui ont respectivement chuté de 139% et de 76%.

### **1-2-2. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité**

L'année 2009 n'a pas dérogé aux années précédentes. Le flux d'IDE reçu par la branche « Activités extractives » reste le plus important : 82,5% de l'ensemble du flux de l'année. Le niveau du flux d'IDE de cette branche est estimé à 875 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 447 millions de dollars américain.

Le poids des autres branches a diminué durant l'année 2009. Le niveau des IDE reçu par les autres branches est de 186 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 95 millions de dollars américain. Ce phénomène s'explique surtout par le niveau moindre de leurs besoins en investissements concernant essentiellement les infrastructures.

En termes d'évolution, la baisse des flux d'IDE s'est généralisée pour l'ensemble des entreprises d'investissements directs étrangers durant l'année 2009. Les IDE dans la branche « Activités extractives » ont baissé de 46,6% par rapport à son niveau de 2008. Et ceux reçus par les autres branches ont également connu une baisse de l'ordre de 50%.

**Tableau 7. Evolution des flux d'IDE par branche**

Unité : Milliards d'Ariary

<b>Branche d'activité</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5	12,8
Pêche, pisciculture, aquaculture	7,7	-26,1	5,4	-5,3
Activités de fabrication	39,6	15,6	33,2	70,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,3	4,0	0,6	0,1
Construction et BTP	1,1	236,7	12,2	6,3
Commerce et réparation de véhicule	16,2	0,9	45,1	12,9
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,0	34,7
Transports et auxiliaires de transport	18,8	-2,8	2,8	-1,7
Activités financières	76,7	37,7	65,6	31,9
Immobilier, location et services aux entreprises	4,0	0,6	15,9	4,3
Distribution de produits pétroliers	18,2	108,9	11,3	0,3
Télécommunication	5,7	28,9	180,1	19,1
<b>Total hors extractives</b>	<b>188,2</b>	<b>570,7</b>	<b>374,6</b>	<b>186,0</b>
Activités extractives	442,1	886,2	1 640,9	875,4
<b>TOTAL</b>	<b>630,3</b>	<b>1 456,9</b>	<b>2 015,5</b>	<b>1 061,5</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

En dehors des activités extractives, 5 branches se distinguent. Il s'agit par ordre d'importance des branches « Activités de fabrication » (6,6% de l'ensemble du flux de 2009), « Hôtels et restaurants » (3,3%), « Activités financières » (3,0%), « Télécommunication » (1,8%) et « Commerce » (1,2%).

Pour terminer l'analyse des flux par branche d'activité, il est intéressant de saisir le poids des flux par rapport au stock.

Tel qu'il était annoncé dans le précédent paragraphe, le poids du flux d'IDE dans le stock a connu une baisse significative pour l'année 2009.

Le flux reçu par la branche « Activités extractives » a représenté seulement 19% du stock de 2009, si depuis 2006 cet indicateur affichait un niveau supérieur à 40%.

Pour les autres branches, le flux d'IDE entrant est descendu à 11% du stock en 2009, alors que les autres années ce taux restait supérieur à 25%. Pour rappel, un pic de 45% a été observé en 2007.

Toutefois, 05 branches affichent une tendance optimiste en termes de le flux d'IDE. Il s'agit des branches « Agriculture » (41,1%), « Activités de fabrication » (28,4%), « Hôtels et restaurants » (16,7%), « Activités financières » (13,0%) et « Immobilier, location et services aux entreprises » (12,8%).

### 1-2-3. L'origine des flux d'IDE en 2009

A l'instar de ces dernières années, l'environnement des IDE reste dominé par les investisseurs dans la branche « Activités extractives ». En 2009, les 4 principaux investisseurs dans cette branche ont encore fourni la majorité des capitaux d'IDE reçu par Madagascar. Leur poids dans l'ensemble des flux reçus, en 2009, reste supérieur à 80%.

Tableau 8. Répartition du flux d'IDE selon le pays d'origine,

« ENSEMBLE »			« HORS ACTIVITES EXTRACTIVES »		
Pays	2008	2009	Pays	2008	2009
Royaume-Uni	1 052,6	317,0	France	75,1	40,4
Canada	370,6	289,0	Maurice, île	48,0	20,7
Japon	106,2	121,7	Italie	0,4	30,6
Corée du Sud	98,3	127,9	Japon	8,0	-6,6
France	75,1	40,4	Bahreïn	121,7	3,7
Maurice, île	49,7	21,1	Etats-Unis	40,7	72,1
Italie	0,4	30,6	Chine	2,0	0,8
Bahreïn	121,7	3,7	Hong-Kong	3,7	0,7
Etats-Unis	40,7	72,1	Réunion	2,4	7,0
Bermudes	32,3	8,8	Suède	17,7	13,9
Chine	2,2	1,5	Luxembourg	4,9	13,4
Hong-Kong	3,7	0,7	Suisse	4,9	-2,9
Réunion	2,4	7,0	Bangladesh	25,6	0,3
Suède	17,7	13,9	Pays-Bas	2,3	1,9
Luxembourg	4,9	13,4	Afrique du Sud	1,4	-1,4
Suisse	4,9	-2,9	Royaume-Uni	-2,3	-0,1
Bangladesh	25,6	0,3	Inde	4,5	-0,2
Afrique du Sud	1,4	-0,8	Allemagne	-0,1	0,1
Pays-bas	2,3	1,9	Irlande	0,3	0,3
Inde	4,5	-0,2	Singapour	0,4	0,4
Autres	-1,4	-5,8	Autres	0,5	-9,3
<b>Total</b>	<b>2 016,0</b>	<b>1 061,3</b>	<b>Total</b>	<b>362,1</b>	<b>185,8</b>

Source : Enquête IDE/IPF 09, BCM/INSTAT.

Source : Enquête IDE/IPF 2008-09, BCM/INSTAT.

Il faut remarquer que le flux en provenance des investisseurs du Royaume-Uni a baissé, passant de 52% de l'ensemble en 2008 à seulement 30% en 2009. En rapportant le flux au stock d'IDE, la baisse est toujours palpable. En effet, si en 2008 le flux d'IDE représentait 58% du stock, en 2009 il n'a été que de 15%.

Après les 4 pays investisseurs de la branche « Activités extractives », les investisseurs des Etats-Unis d'Amérique émergent. En effet, le poids des flux d'IDE reçu de ces derniers est de 6,8% par rapport à l'ensemble, le plus fort taux après les investisseurs miniers. Hors « Activités extractives », le poids des capitaux en provenance des Etats-Unis a atteint les 39% en 2009, faisant ainsi de ce pays le premier investisseur hors « activités extractives ». De plus, l'importance du flux par rapport au stock reste la même qui était de l'ordre de 44% pour 2008 et 2009.

Et en termes d'évolution, l'année 2009 a marqué un frein dans l'essor de l'IDE dans l'économie. En effet, la baisse des flux d'IDE est généralisée sauf pour ceux en provenance du Japon, de la Corée du Sud, des Etats-Unis et de l'Italie.

#### 1-2-4. Les dividendes payés en 2009

En 2009, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une augmentation de l'ordre de 118% par rapport à ceux de 2008. De plus, par rapport au stock des « bénéficiaires réinvestis » de l'année précédente, le poids des dividendes payés s'est également accru : 50% en 2009 contre 35% en 2008.

**Tableau 9 : Dividendes payés aux actionnaires non résidents en 2009 par branche (millions d'Ariary)**

Branche	Valeur	%
Activités financières	86 279,5	61,6
Activités de fabrication	34 274,0	24,5
Distribution de produits pétroliers	15 064,8	10,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2 483,2	1,8
Transports, auxiliaires de transport	988,5	0,7
Activités extractives	588,0	0,4
Immobilier, location et services aux entreprises	462,0	0,3
Commerce	11,1	0,0
Construction et BTP	0,2	0,0
	<b>140 151,4</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

**Tableau 10 : Dividendes payés en 2009 par pays de résidence des actionnaires (millions d'Ariary)**

Pays	Valeur	%
France	97 736,7	69,7
Etats-Unis	20 234,7	14,4
Maurice, île	13 011,3	9,3
Pays-Bas	8 157,6	5,8
Corée, République de	1 000,0	0,7
Chine	10,9	0,0
Nouvelle-Calédonie	0,2	0,0
	<b>140 151,4</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Les dividendes payés proviennent surtout des entreprises exerçant dans les « Activités financières » (61%) et les « Activités de fabrication » (24%), et les investisseurs ayant le plus bénéficié sont la France (69%) et les Etats-Unis (14%).

### 1-2-5. Création d'entreprises d'investissements directs étrangers

Le présent chapitre mettra l'accent sur les caractéristiques des entreprises d'IDE nouvellement créées en 2009, leur type, la forme juridique et le régime fiscal adopté, les pays d'origine de ces investisseurs, les branches bénéficiaires des investissements, et pour terminer le poids qu'ils représentent en termes de flux d'IDE.

Tableau 11. Evolution de la création des entreprises d'IDE, de 2005 à 2009

Type d'entreprise IDE	2005		2006		2007		2008		2009	
	Effectif	%								
Entreprise Affiliée	10	27,8	10	35,7	21	42,0	16	19,0	14	34,1
Filiale	19	52,8	13	46,4	20	40,0	34	41,0	16	39,0
Succursale	7	19,4	5	17,9	9	18,0	33	40,0	11	26,8
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>83</b>	<b>100</b>	<b>41</b>	<b>100</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

L'année 2009 a vu une diminution de l'effectif des entreprises d'IDE nouvellement créées par rapport à 2008 : la baisse est évaluée aux environs de 50%. Une baisse palpable surtout au niveau des entreprises de type « Succursale » (baisse de 12 unités) et de type « Filiale » (baisse de 18 unités).

En termes de capitaux, ces créations n'ont apporté, pour l'année 2009, que 1,2 milliards d'Ariary, ce qui ne représente que 0,1% des flux d'IDE de l'année 2009. Par rapport aux apports de capitaux de 2008 engendrés par les entreprises nouvellement créées, la réalisation de 2009 ne représente que 2%. Ces capitaux sont concentrés au niveau des « entreprises affiliées » qui ont reçu 60% de ce montant en 2009. Viennent ensuite les entreprises de type « filiale » (26,6%). Et enfin les IDE reçus par les succursales ne représentent que 12,8%.

Ces différences sont également palpables dans le montant de financement alloué par entreprise. En effet, une entreprise affiliée a reçu en moyenne 51,5 millions d'Ariary de la part de ces investisseurs ; contre seulement 19,8 millions d'Ariary et 13,8 millions d'Ariary respectivement pour les filiales et les succursales.

Les nouveaux investissements se sont surtout concentrés au niveau de trois branches : le « Commerce et réparation de véhicule » (41,5%), l'« Immobilier, location et services aux entreprises » (19,5%) et le « transport et auxiliaires de transport » (12,2%). Enfin, les actionnaires proviennent surtout de deux pays : la France (38,6%) et la Chine (15,9%).

Tableau 12. Caractéristique des entreprises d'IDE créées en 2009

	Entreprise Affiliée		Filiale		Succursale		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Régime fiscal</b>								
Droit commun	14	100	16	100	11	100	41	100
Zone franche	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>14</b>	<b>100</b>	<b>16</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>100</b>	<b>41</b>	<b>100</b>
<b>Forme juridique</b>								
SA	1	7,1	1	6,3	0	0,0	2	4,9
SARL	11	78,6	15	93,8	9	81,8	35	85,4
Autre	2	14,3	0	0,0	2	18,2	4	9,8
<b>Ensemble</b>	<b>14</b>	<b>100</b>	<b>16</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>100</b>	<b>41</b>	<b>100</b>
<b>Branche d'activités</b>								
Agriculture, ...	2	14,3	0	0,0	0	0,0	2	4,9
Activités extractives	1	7,1	1	6,3	1	9,1	3	7,3
Construction et BTP	0	0,0	2	12,5	0	0,0	2	4,9
Commerce ...	4	28,6	7	43,8	6	54,5	17	41,5
Hôtels et restaurants	0	0,0	1	6,3	2	18,2	3	7,3
Transports et auxiliaires de transport	1	7,1	4	25,0	0	0,0	5	12,2
Activités financières	1	7,1	0	0,0	0	0,0	1	2,4
Immobilier, services aux entreprises	5	35,7	1	6,3	2	18,2	8	19,5
<b>Ensemble</b>	<b>14</b>	<b>100</b>	<b>16</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>100</b>	<b>41</b>	<b>100</b>
<b>Nombre d'actionnaires</b>								
France	8	53,3	5	27,8	4	36,4	17	38,6
Chine	0	0,0	4	22,2	3	27,3	7	15,9
Maurice, île	0	0,0	2	11,1	1	9,1	3	6,8
Afrique du Sud	1	6,7	1	5,6	0	0,0	2	4,5
Belgique	0	0,0	1	5,6	1	9,1	2	4,5
Inde	1	6,7	1	5,6	0	0,0	2	4,5
Réunion	0	0,0	2	11,1	0	0,0	2	4,5
Algérie	1	6,7	0	0,0	0	0,0	1	2,3
Comores	1	6,7	0	0,0	0	0,0	1	2,3
Espagne	1	6,7	0	0,0	0	0,0	1	2,3
Etats-Unis	1	6,7	0	0,0	0	0,0	1	2,3
Japon	0	0,0	0	0,0	1	9,1	1	2,3
Liban	0	0,0	1	5,6	0	0,0	1	2,3
Nouvelle-Calédonie	0	0,0	1	5,6	0	0,0	1	2,3
Russie, Fédération de	0	0,0	0	0,0	1	9,1	1	2,3
Sri Lanka	1	6,7	0	0,0	0	0,0	1	2,3
<b>Ensemble</b>	<b>15</b>	<b>100</b>	<b>18</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>100</b>	<b>44</b>	<b>100</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

### 1.3. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, dans cette section, de mesurer l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache en termes de création d'emplois.

**Tableau 13 : Evolution des emplois générés par les entreprises à investissement étranger de 2004 à 2009.**

	Emploi (Effectif)					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Entreprise d'IPF</b>	<b>1 230</b>	<b>1 234</b>	<b>1 230</b>	<b>490</b>	<b>314</b>	<b>137</b>
<b>Entreprise d'IDE</b>	<b>51 717</b>	<b>56 667</b>	<b>56 636</b>	<b>65 121</b>	<b>74 098</b>	<b>56 664</b>
Dont Entreprise Affiliée	11 153	11 151	11 772	13 036	10 543	10 196
Filiale	32 549	37 612	37 167	29 111	35 205	29 988
Succursale	8 014	7 904	7 697	22 974	28 351	16 480
<b>Ensemble</b>	<b>52 947</b>	<b>57 901</b>	<b>57 866</b>	<b>65 612</b>	<b>74 412</b>	<b>56 801</b>

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2008/2009

Les emplois perdus au cours de l'année 2009 sont évalués à plus de 17 000, en passant de 74 412 en 2008 à 56 801 en 2009. La majorité de ces pertes font suite à une politique de licenciement ou de mise en chômage technique des entreprises.

Les branches les plus touchées sont : « Pêche, pisciculture, aquaculture » avec une baisse de -64,4% ; « Hôtel et Restaurant » (-58%), « Commerce et réparation de véhicule » (-52,4%), « Immobilier, location et services aux entreprises » (-44%), « construction et BTP » (-38,3%).

La crise sociopolitique en 2009 a engendré une réduction de la demande de travail ou du coût de la main d'œuvre. Certains opérateurs ont pris des mesures drastiques qui ont des conséquences sévères sur le plan social. Si certaines entreprises ont opté pour la mise en chômage technique et le licenciement, d'autres ont décidé de réduire le salaire horaire ou le temps de travail, de façon à permettre de préserver l'emploi.

Ces réductions obéissent à des logiques différentes. Celle du salaire horaire correspond à une logique comptable, alors que la réduction du temps de travail, la mise en chômage technique ou le licenciement traduisent une réduction de la demande de travail par rapport à la production future de l'entreprise, c'est-à-dire, dans la prévision d'une baisse de sa production, l'entreprise réduit sa demande de travail.

**Tableau 14 : Répartition de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2008 et 2009.**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	8,9%	12,6%
Pêche, pisciculture, aquaculture	2,2%	1,0%
Activités extractives	5,7%	1,7%
Activités de fabrication	44,4%	45,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,2%	0,2%
Construction et BTP	4,6%	3,7%
Commerce et réparation de véhicule	8,4%	5,3%
Hôtels et restaurants	1,7%	0,9%
Transports et auxiliaires de transport	9,1%	11,4%
Activités financières	4,5%	9,1%
Immobilier, location et services aux entreprises	5,5%	4,0%
Distribution de produits pétroliers	0,5%	1,1%
Télécommunication	4,2%	3,5%
Autres	0,2%	0,1%
	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2009

La structure de l'emploi par branche d'activité, quant à elle, montre l'importance des activités de fabrication où 45% de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers se sont concentrés.

## **Chapitre II : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers**

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI). L'analyse sera axée sur la structure du secteur industriel par division « Code CITI révision 3 »<sup>5</sup> et par nomenclature de synthèse, suivie des caractéristiques de l'indice de production industrielle.

### 2.1. Répartition des entreprises à capitaux étrangers

Les entreprises à capitaux étrangers opérationnelles recensées à la fin du premier semestre 2009 sont au nombre de 316, réparties dans toute l'île. Le secteur industriel est dynamisé par 88 entreprises dont 64,8% Filiales, 19,3% Entreprises affiliées, 14,8% Succursales et 1,1% entreprises IPF. A la fin de cette période, il a été recensé 33 entreprises en faillite, 19 en veilleuse, et 7 en situation de chômage technique.

**Tableau 15. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2009**

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
14	Autres activités extractives	34,5%	0,0%	29,4%	35,7%	38,5%
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	6,9%	0,0%	17,7%	5,4%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	2,3%	100,0%	0,0%	1,8%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	28,7%	0,0%	11,8%	32,1%	38,5%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,2%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	1,2%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	3,5%	0,0%	11,8%	1,8%	0,0%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	5,8%	0,0%	5,9%	5,4%	7,7%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	3,5%	0,0%	5,9%	3,6%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,2%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	2,3%	0,0%	0,0%	1,8%	7,7%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	2,3%	0,0%	5,9%	1,8%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	1,2%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	5,8%	0,0%	11,8%	3,6%	7,7%
<b>Ensemble</b>		<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT

<sup>5</sup> Classification Internationale Type des Industries

D'une manière générale, les entreprises à capitaux étrangers à Madagascar se sont concentrées dans les divisions « Activités extractives » (34 ;5%), « Fabrication de textiles et articles d'habillement » (28,7%) et « Fabrication des produits alimentaires et des boissons » (6,9%).

Les IPF quant à eux ont focalisé leurs activités dans la division de « Fabrication de produits à base de tabac ».

Les filiales des grandes entreprises se sont diversifiées dans les divisions « Activités extractives » (29,4%), « Fabrication de produits alimentaire et de boissons » (17,7%), ainsi que « Fabrication de textiles et articles d'habillement », « Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés », « Fabrication de meubles ; Activités de fabrication » qui représentent pour chaque division une proportion égale à 11,8%.

En ce qui concernent les succursales, les activités sont orientées dans la division « Activités extractives » (38,5%) et « Fabrication de textiles et articles d'habillements » (38,5%).

Dans l'ensemble, les trois principales divisions dans lesquelles ont été concentrées les activités des entreprises industrielles à capitaux étrangers à Madagascar sont : « Activités extractives » (34,5%) ; « Fabrication de textiles et articles d'habillement » (28,7%) et « Fabrication des produits alimentaires et des boissons » (6,9%).

## 2.2. Volume de la production industrielle<sup>6</sup>

### 2.2.1. Volume de la production industrielle par division

L'année 2009 est marquée par une morosité de l'activité industrielle à Madagascar. En effet, le volume de la production réalisé par les entreprises à capitaux étrangers, évalué au prix courant, réalisé par les entreprises à capitaux étrangers, s'est établi à 198,5 milliards Ariary au cours du premier semestre 2009 contre 205,9 milliards Ariary au semestre précédent, soit une baisse de -3,6%. Cette évolution est imputable à une contre performance de l'activité des industries à capitaux étrangers.

Tableau 16. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards Ariary)

Type d'entreprise	Valeur (milliards d'Ariary)				Structure (%)			
	2006	2007	2008	1 <sup>er</sup> Sem 2009*	2006	2007	2008	1 <sup>er</sup> Sem 2009*
Entreprise d'IPF	0	18,6	11,7	2,7	0,0%	5,1%	2,8%	1,3%
Entreprise affiliée	14,8	23,2	27,3	15,3	5,1%	6,3%	6,5%	7,7%
Filiale	256,5	293,0	362,0	165,0	89,0%	79,7%	85,8%	83,1%
Succursale	17	32,7	21,1	15,5	5,9%	8,9%	5,0%	7,8%
<b>Total</b>	<b>288,3</b>	<b>367,5</b>	<b>422,1</b>	<b>198,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT, (\*) : Données provisoires

<sup>6</sup> Au prix courant

La structure du volume<sup>7</sup> de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers, par type d'entreprise reste toujours très diversifiée. Les entreprises filiales représentent plus de 80% du volume de production industrielle totale des entreprises d'IDE à Madagascar. Quant aux entreprises affiliées et les succursales, elles ne produisent respectivement que 7,7% et 7,8% du volume total de la production des entreprises IDE.

Pour les entreprises IPF, l'activité de production s'est contractée au cours de ces trois dernières années : 18,6 milliards d'Ariary en 2007, 11,7 milliards d'Ariary en 2008 et seulement 2,7 milliards d'Ariary au premier semestre 2009. Cette situation des entreprises IPF est due à la fermeture définitive de certaines entreprises au cours de cette période.

**Tableau 17. Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2009**

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
14	Autres activités extractives	18,1%	0,0%	0,0%	20,0%	0,0%
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	18,0%	0,0%	46,7%	19,6%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	10,3%	0,0%	0,0%	10,9%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	29,8%	100,0%	2,1%	24,1%	94,4%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	2,2%	0,0%	0,0%	2,5%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	2,5%	0,0%	17,5%	2,7%	0,0%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,6%	0,0%	28,9%	2,7%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,9%	0,0%	0,0%	15,1%	3,4%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	2,4%	0,0%	0,0%	2,5%	0,9%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	0,2%	0,0%	4,8%	0,0%	1,4%
<b>Ensemble</b>		<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT

<sup>7</sup> Evalué au prix courant

Dans l'ensemble, la structure du volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers est dominée par les quatre divisions : « Fabrication de produits à base de tabac », « Fabrication de produits alimentaires et de boissons », « Fabrication de textiles et articles d'habillements » et « Activités extractives » qui représentent respectivement 27,3%, 23,3%, 19,4%, 13,8% de la production totale.

## 2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Ce paragraphe traite du volume de la production industrielle à capitaux étranger suivant la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature est catégorisée en 4 groupes : i) les « Produits d'industries agricoles et alimentaires », ii) les « Biens de consommation », iii) les « biens d'équipement » et iv) les « Biens intermédiaires ».

**Tableau 18. Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1er semestre 2009**

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'Ariary	<b>198,5</b>	<b>2,65</b>	<b>15,3</b>	<b>165,0</b>	<b>15,5</b>
<b>EB</b>	<b>Produits d'industries agricoles et alimentaires</b>	<b>50,6%</b>	<b>57,4%</b>	<b>4,5%</b>	<b>57,5%</b>	<b>0,0%</b>
<b>EC</b>	<b>Biens de consommation</b>	<b>18,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>17,8%</b>	<b>67,0%</b>
C1	Habillement, cuir	14,8%	0,0%	0,0%	17,2%	0,0%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	3,6%	0,0%	0,5%	0,6%	67,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C4	Équipements du foyer	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%
<b>EE</b>	<b>Biens d'équipement</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>EF</b>	<b>Biens intermédiaires</b>	<b>30,9%</b>	<b>42,6%</b>	<b>94,5%</b>	<b>24,7%</b>	<b>33,0%</b>
F1	Produits minéraux	14,4%	0,0%	79,5%	8,6%	14,9%
F2	Produits d'industries textiles	0,7%	0,0%	3,2%	0,6%	0,0%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,9%	0,0%	0,0%	0,1%	18,1%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	8,8%	42,6%	11,7%	8,4%	0,0%
F5	Métaux et produits métalliques	6,0%	0,0%	0,0%	7,0%	0,0%
	<b>Ensemble</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT

Dans l'ensemble, la catégorie des « Produits d'industries agricoles et alimentaires » représente 50,6% de la production totale, suivie par les catégories « Biens intermédiaires », 30,9% et « Biens de consommation », 18,5%, au cours du premier semestre 2009.

Selon la catégorie des produits, la catégorie « Produits d'industries agricoles et alimentaires » constitue plus de la moitié de la production des entreprises à investissements de portefeuille et des entreprises filiales. Pour les entreprises « affiliées », 94,5% de leur production sont des « Biens intermédiaires ». Ce poids est induit par l'importance de celui des « produits minéraux », qui représente 79,5% de la production totale de ce type d'entreprise. En outre, les « succursales » ont concentré leurs activités dans la production des « Biens de consommation » avec un poids de 67,0% de leurs productions totales.

Par rapport au premier semestre de l'année 2008, les entreprises à capitaux étrangers ont enregistré une baisse de leur production dans la catégorie « biens de consommation » quelque soit le type d'entreprise : 38,3% au premier semestre 2008 contre 18,5% au premier semestre 2009. Cette situation est expliquée par la fermeture définitive, la mise en veilleuse et le chômage technique survenus au cours de l'année 2009. Les entreprises les plus touchées sont surtout les entreprises opérant dans le sous-secteur « habillement, cuir ».

## 2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

### 2.3.1. L'Indice de production industrielle par division

Le secteur industriel composé des entreprises à investissements directs étrangers est structuré principalement par les entreprises classées dans la division « Fabrication d'articles d'habillements » qui réalise 41% en termes de contribution dans la valeur ajoutée total du secteur, et dans la division « Fabrication de produits à base de tabac » : 34%. Le tableau ci-dessous rapporte l'évolution semestrielle de l'IPI depuis l'année 2006, année de référence de l'indice.

**Tableau 19. Evolution semestrielle de l'indice de production industrielle (IPI) par division**

Code CITI	Libellé	Poids	2006	2007		2008*		2009**	
				1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	0,10	100,0	80,5	119,3	67,1	127,5	96,4	98,2
16	Fabrication de produits à base de tabac	0,34	100,0	125,2	133,2	126,2	131,2	105,3	103,2
17	Fabrication de textiles	0,06	100,0	133,7	124,0	97,9	94,5	73,6	66,4
18	Fabrication d'articles d'habillements	0,41	100,0	109,6	167,5	169,9	119,6	122,1	131,4
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,00	100,0	100,0	71,0	100,0	100,0	139,4	139,4
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,00	100,0	70,5	72,8	85,8	85,8	44,7	11,2
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,00	100,0	171,6	82,8	87,8	38,7	63,2	63,2
24	Produits chimiques - Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,08	100,0	61,0	89,9	81,5	46,4	53,3	53,3
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,01	100,0	80,7	40,3	111,7	111,7	134,0	136,3
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,01	100,0	100,0	25,0	100,0	17,0	67,8	63,8
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	0,00	100,0	113,0	89,5	113,0	89,5	108,8	86,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,01	100,0	100,0	92,8	51,2	51,4	49,0	69,3
<b>IPI</b>		<b>1,00</b>	<b>100,0</b>	<b>109,3</b>	<b>140,3</b>	<b>133,1</b>	<b>116,8</b>	<b>105,8</b>	<b>108,8</b>
<b>Indice de Production des industries extractives</b>				<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>115,2</b>	<b>122,2</b>	<b>131,0</b>	<b>131,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009 ((\*) : Données rectifiées ; (\*\*): Données provisoires)

Les informations recueillies au cours de cette enquête ont permis de finaliser la confection des indices de productions relatifs à l'année 2008. Au final, par rapport aux données provisoires, les indices au premier et second semestre 2008 ont connu une légère hausse.

Pour ce qui est de l'année 2009, l'enquête ressort un indice global de la production industrielle de 105,8 au premier semestre, et de 108,8 au second semestre. En se référant à l'année 2006, un accroissement de la production de 5,8% et de 8,8% a été enregistré, mais par rapport à l'année 2008, des baisses significatives sont à noter, ce qui est tout à fait justifiée au vu de la situation sociopolitique qui a prévalu au cours de l'année 2009. Selon les statistiques, le premier semestre 2009 a connu une baisse de 20,5% en glissement semestriel (par rapport au premier semestre 2008) ; le second semestre a enregistré une baisse de 6,5% en glissement semestriel. Ces statistiques reflètent un impact accentué de la crise politique sur la production au premier semestre par rapport au second semestre, et d'ailleurs, au cours de cette dernière période, les activités industrielles ont repris, avec un taux d'accroissement de 2,8%.

La « Fabrication d'articles d'habillements » et la « Fabrication de produits à base de tabac » sont les principales activités ayant dynamisé l'appareil productif malgache. Une baisse de la production de 28,1% a été constatée au niveau de la première division pendant le premier semestre 2009 par rapport à l'année 2008 en glissement semestriel, et de -16,6% au niveau de la seconde division. Au cours du second semestre 2009, les entreprises de « Fabrication d'articles d'habillement »s ont pu toutefois accroître leur production si ce n'est pas encore le cas des entreprises de « Fabrication de produits à base de tabac ».

Quant aux autres divisions, la crise s'est répercutée dans la plupart d'entre elles. La plus touchée est celle de « l'industrie de bois » (baisse de 67,5% par rapport à l'année 2008).

Par contre les industries extractives n'ont pas été touchées par la crise politique de l'année 2009 au regard de leur indice de production qui s'est affiché à 131,0 pour cette année, soit 1,10 fois supérieur à la moyenne de l'année 2008. Comme la grande partie de leur production est écoulée sur le marché extérieur, la demande extérieure est la principale contrainte du niveau de production de cette division.

### **2.3.2. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse**

Selon leur utilisation, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en « Biens de consommation » destinés généralement à la consommation finale, et en « Biens intermédiaires » qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production. A côté, on peut aussi distinguer les « Produits alimentaires et d'industries agricoles ».

Le tableau ci-après donne un aperçu de l'évolution du niveau de production selon ces différents types de produits.

**Tableau 20. Evolution semestrielle de l'Indice de production industrielle (IPI) par nomenclature de synthèse**

Nomenclature de synthèse	2006	2007		2008*		2009**	
		1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>ème</sup> sem.
<b>Produits d'industries agricoles et alimentaires</b>	<b>100,0</b>	<b>115,1</b>	<b>130,1</b>	<b>112,8</b>	<b>130,4</b>	<b>103,3</b>	<b>102,1</b>
<b>Biens de consommation</b>	<b>100,0</b>	<b>101,8</b>	<b>153,6</b>	<b>153,9</b>	<b>107,1</b>	<b>110,4</b>	<b>118,4</b>
Habillement, cuir	100,0	109,5	166,6	169,3	119,4	122,2	131,5
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	100,0	171,6	82,8	87,8	38,7	63,2	63,2
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	100,0	61,0	89,9	81,5	46,4	53,3	53,3
Equipements du foyer	100,0	100,0	92,8	51,2	51,4	49,0	69,3
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>100,0</b>	<b>92,6</b>	<b>99,4</b>	<b>90,0</b>	<b>67,4</b>	<b>65,2</b>	<b>62,3</b>
Produits minéraux	100,0	100,0	25,0	100,0	17,0	67,8	63,8
Produits d'industries textiles	100,0	133,7	124,0	97,9	94,5	73,6	66,4
Produits en bois, papier ou carton	100,0	70,5	72,8	85,8	85,8	44,7	11,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	100,0	62,4	86,4	83,7	51,0	59,0	59,2
Métaux et produits métalliques	100,0	100,0	100,0	113,0	89,5	108,8	86,0
<b>IPI</b>	<b>100,0</b>	<b>109,3</b>	<b>140,3</b>	<b>133,1</b>	<b>116,8</b>	<b>105,8</b>	<b>108,8</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009 (\*) : Données rectifiées ; (\*\*) : Données provisoires)

Seule la production de Biens de consommation a connu une hausse entre le premier et le second semestre 2009 (7,2%). Cet accroissement reflète une reprise des activités, et a pu tirer à la hausse le niveau général de la production industrielle des entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar. Parmi ces types de biens de consommation, on peut distinguer la production accrue de « l'Habillement et cuir » et celle des « Equipements de foyer ». D'ailleurs, en glissement semestriel, leurs niveaux de production respectifs sont plus élevés au second semestre 2009 par rapport à l'année 2008.

La production des autres catégories de Biens a été freinée par la crise politique. Une diminution de 8,4% au premier semestre 2009 est enregistrée pour les produits d'industrie agricoles et alimentaires par rapport à l'année 2008 en glissement semestriel, et de 14,3% au second semestre. La baisse de la production est plus accentuée pour les Biens intermédiaires avec un taux de -27,5% au premier semestre, et -35,5% au second semestre 2009.

## 2.4. Les coûts de production des entreprises

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs d'activité dans lesquels elles sont actives, c'est-à-dire de la nature des consommations intermédiaires utilisées. Cinq types de consommations intermédiaires seront distinguées : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) les services tels que les transports de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparations. En outre, une analyse temporelle de ces coûts permet d'apprécier l'impact d'une hausse, sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

La mise à jour des statistiques relatives à l'année 2008 confirme un environnement des affaires favorable aux entreprises en termes de prix des inputs. Par rapport à l'année 2007, une hausse moyenne de 25,2% de la production par unité de coût a été enregistrée au niveau des entreprises industrielles à investissements directs étrangers à Madagascar. Avec le contexte politique, le premier semestre de l'année 2009 a fait toutefois état d'une charge liée à la production plus coûteuse pour les entrepreneurs.

**Tableau 21. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité**

Code CITI	Activité	2007	2008*	1 <sup>er</sup> sem. 2009**
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,99	1,11	0,81
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,46	1,30	1,07
17	Fabrication de textiles	2,02	1,86	2,28
18	Fabrication d'articles d'habillements	1,33	2,53	3,30
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,93	0,84	0,98
22	Edition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés	1,09	3,01	4,19
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,59	0,87	0,93
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,94	1,12	1,78
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	1,99	1,67	1,24
<b>Ensemble</b>		<b>1,12</b>	<b>1,40</b>	<b>1,22</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM- 2009 (\*) : Données rectifiées ; (\*\*) : Données provisoires)

Par secteur d'activité, les entreprises de « Fabrication de textiles », celles de « Fabrication d'articles d'habillement », ainsi que celles œuvrant dans « l'Edition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés » restent les entreprises affichant les meilleures productions par unité de coût. Pour ces types d'entreprises, les charges liées aux achats de

matières premières et intrants en sont les principales raisons, puisqu'elles représentent moins de 50% du volume total.

Entre la période 2007 – 2009, d'autres secteurs d'activités ont pu également accroître progressivement leur potentialité de production. Il s'agit entre autres du secteur « Produits chimiques, produits pharmaceutiques et corps gras », et du secteur « Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ». Pour ce dernier, si en 2007 une unité de coût ne peut engendrer que moins d'une unité de production, à la fin du premier semestre 2009, avec la même unité de coût, 1,78 unités de production ont pu être produites en moyenne par les entreprises.

**Tableau 22. Structure des coûts de production des entreprises**

<b>Charges liées à la production</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009**</b>
Intrants	73,0%	75,7%	72,8%
Energie et Eau	4,7%	5,3%	6,9%
Recherche et développement	0,0%	0,2%	0,3%
Achats de prestations de services industriels	3,3%	2,1%	1,6%
Autres achats de services	19,0%	16,7%	18,4%
<b>Ensemble</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009 ((\*) : Données rectifiées ; (\*\*): Données provisoires)

L'évolution de la structure des coûts de production des entreprises industrielles à investissements directs étrangers à Madagascar, depuis quelques années, semble être caractérisée par le poids de chaque type de charges dans le processus de production.

Les Intrants composent plus de 70% des coûts, l'Energie et eau autour de 5%, et les autres achats de service à moins de 20%. Toutefois, le recours aux prestations de services industriels semble moins indispensable aux entrepreneurs dans la mesure où ces coûts de prestations représentent 2,1% du coût total en 2008, 1,6% à la fin du premier semestre 2009, contre 3,3% en 2007. En revanche, si le poids de la Recherche et développement a été presque nul en 2007, les montants engagés dans cette rubrique les années suivantes laissent apparaître son importance dans le processus de production pour certains entrepreneurs.

## CONCLUSION

Globalement, les flux d'IDE de l'année 2009 ont sensiblement diminué par rapport à ceux de l'année précédente (-47%). Ils se chiffrent à 1061 milliards d'Ariary, ou 542 millions de dollars américains. Ce qui porte le niveau de stock à 6246 milliards d'Ariary, ou 3,2 milliards de dollars américains, équivalent à une variation positive de 20%.

Plusieurs évènements peuvent expliquer ce ralentissement de croissance en termes d'IDE.

Une des explications est l'avancement du projet de QMM à Fort-Dauphin, un des principaux pourvoyeurs de financements d'IDE, qui est entré en phase d'exploitation en 2009. Les investissements en infrastructures ayant été achevés, la baisse du flux d'IDE au niveau de ce projet est prévisible.

Le ralentissement peut aussi provenir de la crise mondiale qui, suite à la baisse de la demande de certains produits, a poussé les investisseurs à moins produire, donc, moins investir.

A côté, la crise sociopolitique à Madagascar a poussé quelques sociétés au chômage technique, voire à la cessation d'activité, réduisant sensiblement le nombre d'emplois.

Cette étude a également mis en exergue l'importance des paiements de dividendes en 2009. Une importance qui se traduit par une augmentation de 118% par rapport à l'année 2008, entraînant par la même occasion une baisse des bénéfices réinvestis.

Néanmoins, nous pouvons affirmer que la présence étrangère dans notre économie est restée stable par rapport aux années précédentes. Les investisseurs n'ont pas abandonné leurs projets, notamment ceux répertoriés dans la branche « activités extractives », qui apportent plus du trois quart des flux d'IDE dans notre pays.

Cette enquête a surtout permis d'évaluer l'évolution des IDE entrants à Madagascar mais n'a pu cerner le contour du problème créé par la crise traversée par le pays en 2009. Pour ce faire, il est recommandé de mener une enquête spécifique en la matière. Des variables importantes comme l'emploi, la valeur ajoutée et les perspectives des dirigeants d'entreprise méritent d'être approfondies.

## **ANNEXES**

### **Annexe 1 : Méthodologie d'enquête**

#### **I. Objectifs de l'enquête**

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

#### **II. Concepts et définitions**

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

##### **- DEFINITION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER**

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfiques réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

##### **- DEFINITION DE LA RELATION D'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER**

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire du Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise

concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

### **INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER (IDE)**

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)<sup>8</sup>.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de

- i) Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- ii) Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

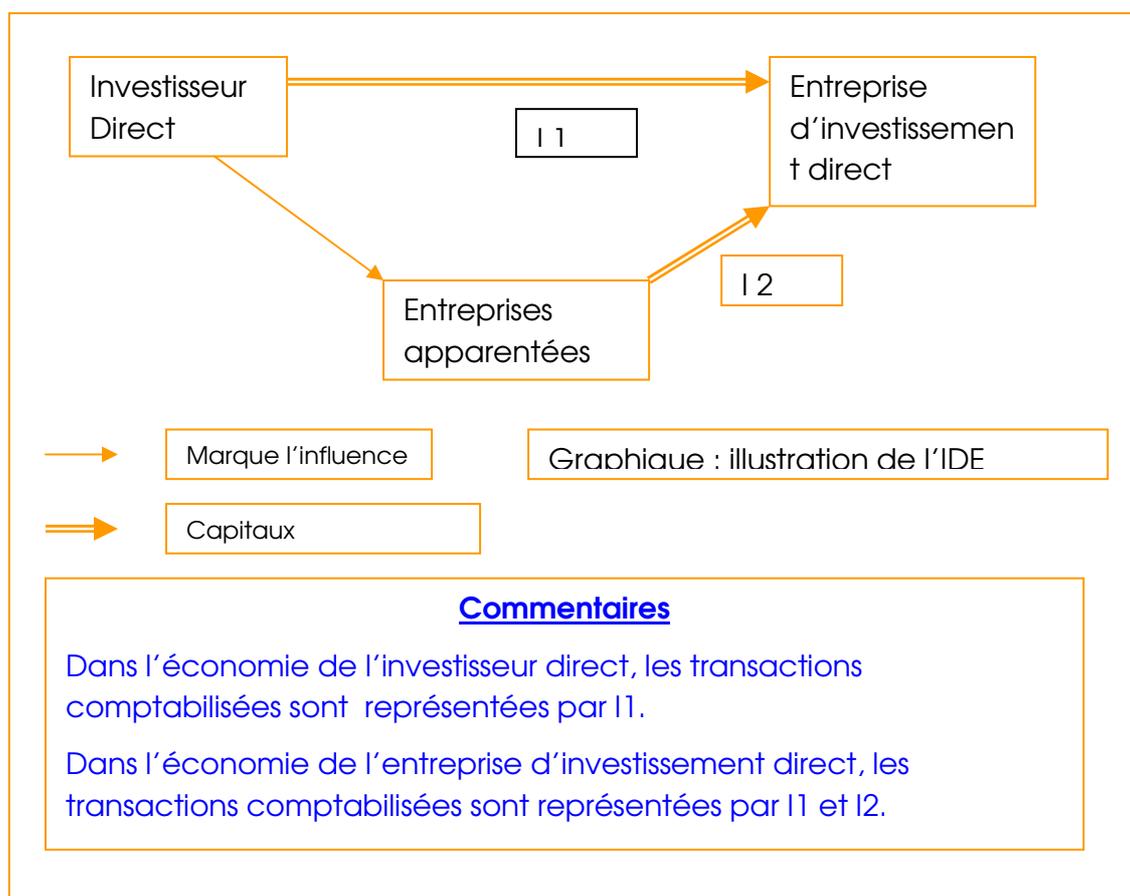
---

<sup>8</sup> Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.



Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent-en :

*i) Capital social* : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

*ii) Bénéfices réinvestis* : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

*iii) Autres transactions d'investissement direct* : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

### **Entreprise d'investissement direct**

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar *détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote* (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

**i. Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;

**ii. Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;

**iii. Succursales**, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

### **Investisseur direct**

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

### **Entreprises apparentées**

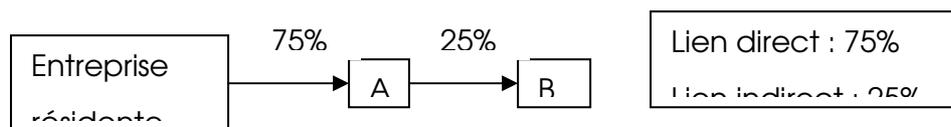
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

### **Liens directs et indirects**

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

#### Exemple :



### **INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)**

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leur porteur des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement,..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : couverture des risques, placement ou commerce.

### **AUTRES INVESTISSEMENTS**

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « Investissement directs » ni dans celle « Investissement de portefeuille ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur ) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur ) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

### **STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT**

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement est les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée ( $t_0$  et  $t_1$ ).

### **III. Couverture de l'enquête**

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « comportement » de l'entreprise d'investissement direct.

### **IV. Champ de l'enquête**

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires) portant sur le stock de capital social et les bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre les questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Etablissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

### **V. Unité Statistique**

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

### **VI. Couverture Géographique**

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

## Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

### **Variables de calcul**

$t$  : désigne la période courante de calcul de l'indice.  $t = 0$  la période de référence des

données annuelles collectées lors de l'enquête de base,

$e$  : désigne une entreprise,

$c$  : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)

$b$  : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)

$a$  : désigne un article

$Q$  : désigne les quantités produites

$P$  : le prix unitaire

$V=QP$  : la valeur des quantités vendues

$Tx_e$  : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise  $e$  représentant son poids dans le niveau  $c$

(et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

### **Données initialement requises**

$P_{0,b,c,a,e}$  : prix d'un article  $a$  du niveau  $c$  CITI4 pratiqué par l'entreprise  $e$  à l'année de base  $0$

$Q_{0,b,c,a,e}$  : quantité d'un article  $a$  du niveau  $c$  CITI4 produite par l'entreprise  $e$  à l'année de base  $0$

$V_{0,b,c,a,e}$  : valeur d'un article  $a$  du niveau  $c$  CITI4 produite dans l'entreprise  $e$  à l'année de base  $0$

$Q_{t,b,c,a,e}$  : quantité d'un article  $a$  du niveau  $c$  CITI4 produite par l'entreprise  $e$  durant la période courante  $t$

$\omega_{0,b,c} = V_{0,b,c} / \Sigma(V_{0b,,c})$  pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2

$W_{0,b} = VA_{0,b} / \Sigma(VA_{0,b})$  structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

## Procédure de calcul

a)- 1<sup>er</sup> niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4.

$V_{0,c,e} = 1/4 * \Sigma(V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$  des articles  $a$  au niveau  $c$  de CITI4 de l'entreprise  $e$  à l'année de base  $0$

$V_{t,c,e} = \Sigma(Q_{t,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$  production en volume de l'entreprise  $e$  pour  $c$  à  $t$  au prix de l'année de base  $t$

b)- 2<sup>ème</sup> niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$V_{0,c} = \Sigma(V_{0,c,e} * tx_e)$  extrapolées des articles du niveau  $c$  de CITI4 des entreprises  $e$  à l'année de base  $0$

$V_{t,c} = \Sigma(V_{t,c,e} * tx_e)$  extrapolées des articles du niveau  $c$  de CITI4 des entreprises  $e$  à la période courante  $t$

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = (V_{t,c} / V_{0,c}) * 100$$

$$I_{t,br} = \Sigma (I_{t,c} * \omega_{0,c}) = \Sigma ((V_{t,c} / V_{0,c} * \omega_{0,c}) * 100)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \Sigma (I_{t,br} * W_{0,b})$$

## Annexe 3 : Tableaux sur les investissements directs étrangers

### I. Les stocks d'IDE

**Tableau 23 : Evolution du stock des IDE 2000-2009 (milliards d'Ariary)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Capital	91,6	101,3	130,8	147,2	199,4	247	600,7	835,0	904,3	920,7
Bénéfice réinvesti	38,8	19,5	38,9	31,5	56,8	136,6	84,6	226,5	275,7	256,4
Autres transactions	54,1	68,3	62,6	137,2	223,5	157	812,6	2 107,1	4 004,1	5 068,5
<b>Stock des IDE entrants</b>	<b>184,5</b>	<b>189,1</b>	<b>232,3</b>	<b>315,9</b>	<b>479,7</b>	<b>540,6</b>	<b>1 497,9</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,1</b>	<b>6 245,6</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009

**Tableau 24 : La structure du poste « autres transactions » du stock d'IDE de 2005 à 2009 (%)**

	2005	2006	2007	2008	2009
Apport en compte courant	9,4	46,2	92,9	91,8	92,1
Emprunts plus de 1 an	87,3	50,9	3,8	5,4	4,3
Emprunts moins de 1 an	3,2	2,9	3,2	2,9	3,7
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009

**Tableau 25 : Répartition du stock d'IDE de 2009 selon la branche et le type d'entreprise (%)**

Branche	Affiliée	Filiale	Succursale	Total
Agriculture	48,3	51,2	0,5	100,0
Pêche, pisciculture et aquaculture	0,2	99,8	0,0	100,0
Activités extractives	96,5	0,7	2,8	100,0
Activités de fabrication	3,7	95,0	1,3	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,0	83,5	16,5	100,0
Construction et BTP	0,2	7,4	92,5	100,0
Commerce	1,1	48,8	50,1	100,0
Hôtels et restaurants	98,3	1,7	0,1	100,0
Transports, auxiliaires de transport	2,5	85,2	12,4	100,0
Activités financières	32,7	57,2	10,1	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	14,2	34,0	51,7	100,0
Distribution de produits pétroliers	0,0	100,0	0,0	100,0
Télécommunication	1,6	87,8	10,5	100,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009

## II. Les flux d'IDE

**Tableau 26 : Evolution du flux des IDE 2002-2009 (milliards d'Ariary)**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Capital	29,4	16,4	34,4	47,6	43,6	98,0	69,3	16,4
Bénéfice réinvesti	19,4	-7,4	25,3	58,8	105,5	33,1	49,2	-19,3
Autres transactions	34,7	109,2	118,2	65,9	481,2	1 325,8	1 897,0	1 064,4
<b>Flux des IDE entrants</b>	<b>83,5</b>	<b>118,2</b>	<b>177,9</b>	<b>172,3</b>	<b>630,3</b>	<b>1 456,9</b>	<b>2 015,5</b>	<b>1 061,5</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009

**Tableau 27 : La structure du poste « autres transactions » du flux d'IDE de 2002 à 2009.**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Apports en compte courant	99,71	29,12	28,60	22,46	97,24	89,86	90,43	93,20
Emprunts à plus de un an	0,29	70,88	25,38	69,80	1,08	8,25	7,05	0,27
Emprunts à moins de un an	0,00	0,00	46,02	7,74	1,68	1,89	2,52	6,53
<b>TOTAL</b>	<b>100,00</b>							

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2009